



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 9 – 26 mai au 20 juin 2023

Sommaire

Fait marquant

- En visite à Washington, le Premier ministre Rishi Sunak a annoncé la tenue d'un sommet mondial sur l'IA à Londres cet automne

Economie numérique et régulation

- Le R-U et les États-Unis ont signé une déclaration les engageant à favoriser la libre circulation des données personnelles et la coopération sur le développement des technologies du futur
- Le R-U a présidé les discussions de la réunion inaugurale du *Global Forum on Technology* de l'OCDE
- La *Competition and Markets Authority* a publié sa réponse au *AI White Paper*

Télécommunications et réseaux

- *Vodafone* et *Three* ont annoncé la fusion de leur branche au R-U
- Le R-U a signé un protocole d'accord sur la diversification des fournisseurs de réseaux télécoms avec l'Australie

Données et intelligence artificielle

- La *UK Research and Innovation Agency* a annoncé des financements à hauteur de 54 M£ pour le développement de travaux sur l'intelligence artificielle de pointe
- L'*Information Commissioner* a souhaité rassurer les députés européens sur la qualité de la protection des données au Royaume-Uni
- Le service de santé britannique aurait partagé avec *Facebook* des données personnelles des patients sans leur consentement

Cybersécurité

- Le premier dialogue bilatéral sur la cybersécurité entre le R-U et Singapour s'est tenu à Londres

Spatial

- Le gouvernement a publié une nouvelle version de sa stratégie géospatiale

Nouvelles technologies

- La *UK Research and Innovation Agency* a annoncé 45 M£ de financements pour le développement de la technologie quantique

Ecosystème tech

- Le gouvernement a annoncé un paquet de financements de 650 M£ pour soutenir l'écosystème des sciences de la vie
- L'entreprise britannique de semi-conducteurs *Arm* s'éloigne de la recherche fondamentale en prévision de son entrée en bourse à New-York

Fait marquant: En visite à Washington, le Premier ministre Rishi Sunak a annoncé la tenue d'un sommet mondial sur l'IA à Londres cet automne

Quelques semaines après avoir déclaré, en amont du G7, que le R-U serait « *en tête des efforts pour proposer des gardes fous* » face à l'IA, le Premier ministre a [annoncé](#) que le Royaume-Uni accueillerait un sommet international sur la sécurité de l'IA à l'automne. Selon le gouvernement, le sommet devrait réunir des Etats, des grandes entreprises technologiques et des chercheurs, afin d'« *examiner les risques liés à l'IA (...) et échanger sur la façon dont ils pourraient être atténués par une action coordonnée à l'échelle internationale* ». Les travaux du sommet devraient s'appuyer sur les discussions récentes au sein du G7, de l'OCDE et du Partenariat mondial sur l'IA. Les Etats-Unis ont [déclaré](#) « *se féliciter du projet* » et « *s'engagent à y participer à un haut niveau* ». Selon des sources internes à *Downing Street*, le sommet de cet automne pourrait être l'acte préliminaire à la création d'une instance globale de régulation qui siégerait à Londres et pourrait s'inspirer du modèle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le gouvernement réfléchirait également au développement d'une agence internationale de recherche dans l'IA, qui pourrait s'inspirer du modèle du Conseil européen pour la recherche nucléaire (CERN). M. Sunak a [réfuté](#) l'idée que le Royaume-Uni serait un acteur trop mineur pour jouer un rôle aussi central dans l'élaboration de l'avenir de l'IA, en particulier maintenant qu'il n'est plus membre de l'UE : « *Il serait difficile de trouver dans le monde occidental d'autres pays que les États-Unis qui possèdent plus d'expertise et de talents en matière d'IA. Nous sommes l'endroit naturel pour mener la conversation* ». Selon le [gouvernement](#), en 2022 le secteur de l'intelligence artificielle au R-U comptait environ 3 000 entreprises innovantes générant 10 Md£ de recettes et employant

50 000 personnes. Le secteur contribuerait à hauteur de 3,7 Md£ à la valeur ajoutée brute de l'économie du pays et se classerait en troisième position derrière les Etats-Unis et la Chine.

🌐 Economie numérique et régulation

1 Le R-U et les Etats-Unis ont signé une déclaration les engageant à favoriser la libre circulation des données personnelles et la coopération sur le développement des technologies du futur

La visite du Premier ministre britannique aux Etats-Unis a été marquée par la signature de l'[Atlantic Declaration](#), un plan d'action destiné à renforcer la coopération économique. Le document comporte un [accord de principe](#) sur la libre circulation des données personnelles. Selon le gouvernement, cette mesure permettrait à 55 000 entreprises britanniques de transférer librement des données à des organisations américaines certifiées, sans formalités administratives, ce qui se traduirait par des économies directes estimées à 92,4 M£ par an. Les Etats-Unis sont l'un des principaux partenaires commerciaux du R-U dans le domaine des exportations de services basés sur les données. Selon le gouvernement, en 2021, 93 % des exportations de services du R-U étaient basées sur des données, et le pays a exporté plus de 79 Md£ de ses services (environ 30 % du total) vers les États-Unis. Au cours des mois à venir, les deux pays engageront des travaux techniques afin de permettre la mise en place formelle de la libre circulation des données personnelles. Sans beaucoup de précisions, l'*Atlantic Declaration* prévoit également une collaboration pour le développement de certaines « technologies du futur » – identifiées comme prioritaires par le R-U : les télécommunications du futur (5G et 6G), le quantique, les semi-conducteurs et le génie biologique.

2 Le R-U a présidé les discussions de la réunion inaugurale du *Global Forum on Technology* de l'OCDE

La ministre en charge de la science et des nouvelles technologies, Chloe Smith, a [présidé](#) les discussions de la première réunion du *Global Forum on Technology* de l'OCDE. L'objet de la rencontre était d'échanger sur les opportunités et défis posés par les technologies émergentes, tels que l'intelligence artificielle et le génie biologique. Annoncé l'année dernière, le forum vise à permettre aux représentants des Etats membres et non-membres de l'OCDE de rencontrer des représentants de l'industrie technologique et du monde universitaire. Le gouvernement britannique soutient fortement cette initiative et s'est engagé à verser 2 M£, auxquels s'ajoutent des fonds provenant d'autres pays tels que les États-Unis et l'Espagne.

3 La Competition and Markets Authority a publié sa réponse au AI White Paper

La *Competition and Markets Authority* (autorité de concurrence – CMA) a publié sa [réponse](#) au [AI White Paper](#), dans lequel le gouvernement présente le futur régime d'encadrement de l'intelligence artificielle. Le gouvernement souhaite privilégier une approche souple et non-statutaire basée sur des principes cadres dont la mise en œuvre serait déléguée aux régulateurs sectoriels. L'objectif du gouvernement est notamment de proposer un régime plus souple que le règlement européen afin de devenir « *la place la plus attractive pour l'IA dans le monde* ». L'autorité souligne que l'IA peut comporter des risques pour l'exercice de la concurrence, tels que le renforcement de la capacité des entreprises à abuser d'un fort pouvoir de marché face aux nouveaux entrants, de donner aux consommateurs des informations fausses ou trompeuses, ou de ne pas leur apporter suffisamment de transparence. La CMA soutient toutefois l'approche du gouvernement consistant à adopter des principes non-statutaires dans un premier temps, tout en précisant qu'en l'absence d'obligations posées aux entreprises il est difficile pour les régulateurs d'intervenir. Elle salue à ce titre l'introduction du *Digital Markets, Competition and Consumers Bill* qui lui donnera des moyens d'agir et, reconnaît la nécessité de mettre en place des initiatives permettant d'assurer une bonne coordination du régime, notamment au moyen du *Digital Regulation Cooperation Forum* (initiative volontaire visant à coordonner l'approche des régulateurs intervenant dans le secteur numérique). La CMA souligne toutefois que tous les régulateurs ne bénéficient pas des connaissances techniques nécessaires pour mettre en œuvre les principes et qu'il reviendra au gouvernement de leur fournir les moyens suffisants à l'exercice de leur mission.

📡 Télécommunications et réseaux

1 Vodafone et Three ont annoncé la fusion de leur branche au R-U

Les opérateurs de téléphonie mobile *Vodafone* et *CK Hutchison* – propriétaire de *Three UK* basé à Hong-Kong - ont [annoncé](#) leur volonté de fusionner leur branche au R-U. A la suite de l'opération, *Vodafone* détiendrait 51 % de *Hutchison* et 49 % du groupe fusionné. *Hutchison* a déclaré que les clients « *paieront le même prix et obtiendront beaucoup plus de valeur grâce à un réseau nettement meilleur* », et les dirigeants des deux entreprises ont affirmé qu'ils avaient besoin de fusionner pour bénéficier d'une base financière solide afin d'investir dans les réseaux 5G (le R-U est en retard sur le déploiement des infrastructures 5G). Les deux entreprises ont promis que la nouvelle entité investirait 11 Md£ au R-U sur une période de dix

ans afin de créer l'un des réseaux 5G autonomes les plus avancés d'Europe et de soutenir les objectifs du gouvernement britannique. L'opération devra désormais être validée par l'autorité de concurrence britannique (CMA). Cette fusion, qui ferait du groupe le plus important réseau mobile d'outre-manche – supplantant ainsi *EE* – avec 28 M de clients et ferait passer le nombre d'opérateurs de quatre à trois. Selon le [Financial Times](#), le groupe devra sûrement faire des concessions afin que l'opération soit validée par la CMA, notamment en vendant une partie de ses fréquences (le nouveau groupe détiendrait près de la moitié du spectre mobile, ce qui est largement supérieur à la limite de 37 % fixée lors de la dernière vente aux enchères de la bande passante 5G). L'opération pourrait également être soumise au *National and Security Investment Act*, compte tenu de l'actionnariat chinois de *Hutchison* et des contrats de *Vodafone* avec le gouvernement britannique.

2 Le R-U a signé un protocole d'accord sur la diversification des fournisseurs de réseaux télécoms avec l'Australie

Le R-U et l'Australie ont [annoncé](#) la signature d'un protocole d'accord (MoU) sur la diversification des fournisseurs de réseaux télécoms. L'accord vise à réduire leur dépendance à l'égard d'un certain nombre de fournisseurs d'équipements pour la construction des réseaux 5G et des futurs réseaux, et d'attirer de nouveaux entrants sur le marché britannique. L'objectif de l'accord sera notamment de renforcer leur collaboration bilatérale dans le développement de l'*OpenRAN*. Le protocole d'accord s'appuie sur le *Joint Statement Telecommunications Supplier Diversity*, signé en décembre 2022, dans lequel l'Australie, les Etats-Unis et le Canada, avaient apporté leur soutien aux *OpenRAN Principles* portés par le R-U.

Données et intelligence artificielle

1 La UK Research and Innovation Agency a annoncé des financements à hauteur de 54 M£ pour le développement de travaux sur l'intelligence artificielle de pointe

La *UK Research and Innovation Agency* (agence publique de soutien à la recherche et à l'innovation) a [annoncé](#) le lancement de financements afin de soutenir le développement de travaux sur l'intelligence artificielle (IA) de pointe: 31 M£ seront dédiés au consortium « [Responsible AI](#) » mené par l'Université de Southampton et visant à créer un écosystème de recherche pour le développement d'une IA « *responsable et digne de confiance* », 2 M£ pour financer des études de faisabilité de 42 projets dans des entreprises dans le cadre du

programme *BridgeAI*, 13 M£ pour financer des projets visant à atteindre les objectifs gouvernementaux en matière d'émissions nettes zéro et 8 M£ pour le financement de deux bourses *Turing AI World Leading Researcher Fellowships*.

2 L'Information Commissioner a souhaité rassurer les députés européens sur la qualité de la protection des données au Royaume-Uni

L'*Information Commissioner* (président de l'autorité de protection des données personnelles britannique), John Edwards, a fait une [intervention](#) devant la commission LIBE (libertés civiles, justice et affaires intérieures) du Parlement européen où il a tenu à rassurer sur la qualité du niveau de protection britannique – dans un contexte de réforme et d'assouplissement du RGPD britannique avec la lecture en cours au Parlement du *Data Protection and Digital Information Bill*. John Edwards a déclaré « *prendre sa responsabilité de protéger les données européennes au R-U très au sérieux* » et qu'il « *continuerait à le faire tout au long du processus de réforme de la loi et au-delà* ». Il a également souligné que les principes du RGPD étaient des « *valeurs partagées avec le R-U* », que le projet de loi en discussion au Parlement britannique reprenait les principes fondateurs du RGPD, et qu'il serait favorable à la mise en œuvre des outils prévus à l'article 50 du RGPD pour faciliter la coopération avec les autorités de protection des données européennes. Il a également précisé que « *rien dans le projet de loi* » ne pourrait remettre en cause la décision d'adéquation délivrée par la Commission européenne.

3 Le service de santé britannique aurait partagé avec Facebook des données personnelles des patients sans leur consentement

L'[Observer](#) a révélé qu'une vingtaine d'organismes du *National Health Service* (service de santé britannique – NHS) aurait partagé avec *Facebook* des informations personnelles sur les patients (sur l'état de santé, les rendez-vous et les traitements des patients) sans leur consentement via l'utilisation de l'outil *Meta Pixel* – cet outil développé par *Meta* permet aux propriétaires de sites internet de suivre l'activité de leurs utilisateurs. Les organismes ont retiré cet outil de leur site. Ils ont déclaré avoir utilisé cet outil pour mesurer l'impact de leurs campagnes de recrutement ou d'appels aux dons, et ne pas être au courant que certaines données étaient ensuite transmises à *Meta*. Cette utilisation des données ou leur partage sans le consentement des personnes étant illégal, l'*Information Commissioner's Office* (autorité de protection des données - ICO) a ouvert une enquête. *Meta* affirme qu'elle interdit aux organisations de lui envoyer des informations sensibles sur la santé des patients et qu'elle dispose de filtres pour éliminer ces données lorsqu'elles sont reçues par erreur. Elle a également déclaré avoir contacté les organismes de santé pour leur rappeler ses règles. *NHS*

England a déclaré qu'il incombait à chaque établissement de s'assurer qu'ils respectaient les lois sur la protection des données, et qu'il pourrait prendre des mesures supplémentaires si nécessaire. Ces éléments interviennent quelques mois après des révélations similaires concernant des hôpitaux aux Etats-Unis, pour lesquelles Meta fait l'objet de poursuites.

Cybersécurité

1 Le premier dialogue bilatéral sur la cybersécurité entre le R-U et Singapour s'est tenu à Londres

Le 13 juin, s'est tenu à Londres le premier [dialogue sur la cybersécurité](#) entre le R-U et Singapour. Pour le gouvernement britannique il s'agit d'une « occasion de renforcer les liens déjà étroits entre nos deux pays ». Les échanges ont porté sur le paysage des cybermenaces, le renforcement des capacités internationales en matière de cybernétique, la gouvernance internationale, notamment au sein des Nations-Unies, et le rôle des partenariats public-privé. Les deux pays souhaitent étudier les possibilités d'approfondir et d'harmoniser davantage leurs approches en matière d'internet des objets, de sécurité des applications et de développement des cybercompétences ; et vont ainsi se pencher sur la possibilité d'élaborer une norme internationale pour la sécurité des applications et des magasins d'applications.

Spatial

1 Le gouvernement a publié une nouvelle version de sa stratégie géospatiale

Le gouvernement a [publié](#) la mise à jour de sa stratégie géospatiale qui vise à étendre l'utilisation des données et des technologies de localisation à l'ensemble du R-U d'ici à 2030. Cette stratégie s'articule autour de trois missions principales renouvelées : i) adopter des technologies pour accélérer l'innovation géospatiale, ii) favoriser une plus grande utilisation des applications et des connaissances géospatiales dans l'ensemble de l'économie, iii) renforcer la confiance dans le futur écosystème géospatial. La stratégie s'appuie sur le travail du *National Underground Asset Register* (un programme gouvernemental visant à créer une plate-forme unique et standardisée de partage de données sur l'emplacement et l'état des câbles souterrains) faisant l'objet d'un programme test au nord-est de l'Angleterre, au Pays de Galles et à Londres, et qui devrait être pleinement opérationnel sur l'ensemble du territoire

d'ici 2025. Le gouvernement a également annoncé son intention d'accueillir une conférence géospatiale internationale en 2024.

Nouvelles technologies

1 La UK Research and Innovation Agency a annoncé 45 M£ de financements pour le développement de la technologie quantique

La UK Research and Innovation Agency (agence publique de soutien à la recherche et à l'innovation) a [annoncé](#) le déploiement d'un financement de 45 M£ destiné à financer le développement de la technologie quantique. La majeure partie des fonds, 25 M£, visera à soutenir des projets de positionnement, de navigation et de synchronisation quantiques. Will Drury, le directeur exécutif du numérique et des technologies à *Innovate UK* (agence publique de soutien à l'innovation), a déclaré que « Nos chercheurs, entreprises et innovateurs exceptionnels repoussent sans cesse les limites du développement de la technologie quantique, plaçant le Royaume-Uni à la pointe de ce domaine ».

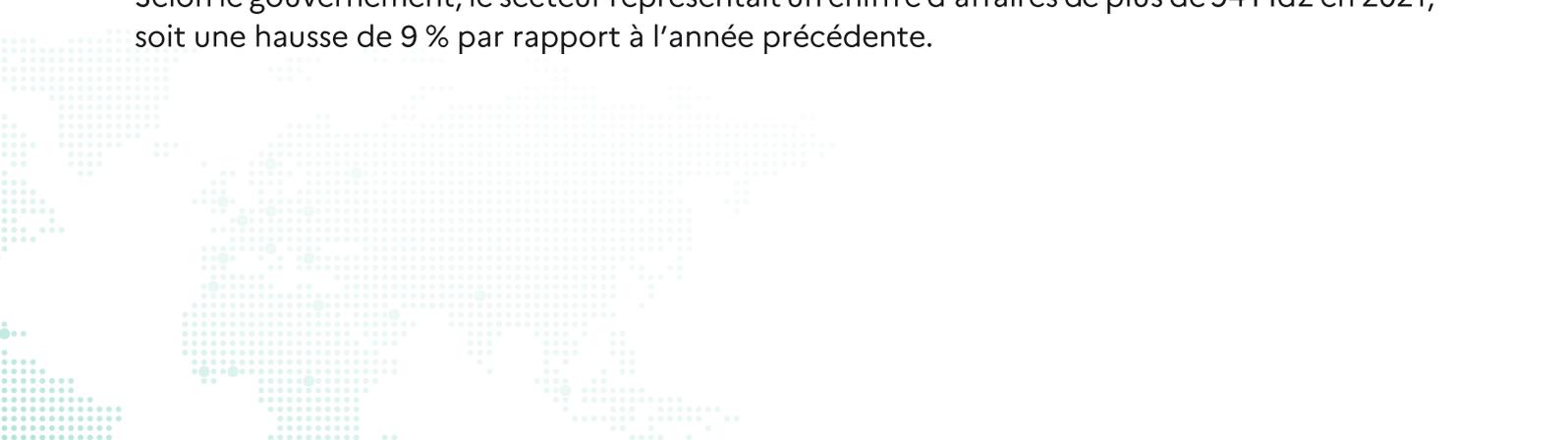
Ecosystème tech

1 Le gouvernement a annoncé un paquet de financements de 650 M£ pour soutenir l'écosystème des sciences de la vie

Jeremy Hunt, le Chancelier de l'Echiquier (ministre des finances), a [annoncé](#) le déploiement d'un paquet de financements de 650 M£ afin de soutenir l'écosystème des sciences de la vie, dont :

- 250 M£ pour encourager l'investissement dans les fonds de pension investissant dans les entreprises scientifiques et technologiques ;
- 121 M£ pour accélérer les essais cliniques ;
- 154 M£ pour développer une banque de données biologiques ;
- 48 M£ pour soutenir l'innovation scientifique dans les « futures urgences sanitaires ».

Selon le gouvernement, le secteur représentait un chiffre d'affaires de plus de 94 Md£ en 2021, soit une hausse de 9 % par rapport à l'année précédente.



2 L'entreprise britannique de semi-conducteurs Arm s'éloigne de la recherche fondamentale en prévision de son entrée en bourse à New-York

L'entreprise britannique de semi-conducteurs *Arm*, basée à Cambridge, a annoncé la fermeture d'une de ses divisions technologiques phares dédiée à la recherche fondamentale. Selon le *Financial Times*, l'entreprise souhaiterait réorienter son modèle de développement vers des produits plus viables sur le plan commercial avant son introduction en bourse à New-York attendue au cours de l'année. L'année dernière, l'entreprise avait déjà démantelé *Arm Research* et supprimé 15 % de ses emplois. *SoftBank*, propriétaire de l'entreprise britannique, espère lever plusieurs milliards de dollars lors de son entrée en bourse, après avoir enregistré 39 Md\$ de pertes au cours de l'année dernière en raison de la dépréciation de ses actifs. Afin d'attirer les investisseurs vers ce qui devrait être l'une des plus importantes introductions en bourse de l'année, l'entreprise s'efforce de présenter des perspectives de croissance convaincantes à court-terme.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 26 mai et 20 juin 2023 :

- [Covatic](#), *Software* (start-up développant un logiciel analysant l'engagement en ligne des utilisateurs d'applications afin de leur proposer des publicités personnalisées), [Série A, 4,6 M€](#)
- [Urban Chain](#), *EnergyTech* (entreprise développant une *marketplace* mettant en relation les entreprises et les producteurs d'énergie renouvelable), [Série A, 5,3 M€](#)
- [Qualis Flow](#), *CleanTech* (plate-forme analysant les émissions du secteur de la construction), [Série A, 7,2 M€](#)
- [Griffin](#), *FinTech* (start-up de services bancaires aidant les entreprises à créer des produits financiers), [Série A, 11 M€](#)
- [Satellite Vu](#), *SpaceTech* (entreprise développant un satellite pour surveiller les émissions thermiques pour identifier et surveiller les pertes de chaleur sur Terre), [Série A, 13 M€](#)
- [Cytel](#), *MedTech* (start-up développant un système de détection médicale utilisant l'IA pour diagnostiquer les cancers gastro-intestinaux), [Série A, 13,4 M€](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

- [Uncommon](#), *BioTech* (entreprise proposant des aliments cultivés en laboratoire), [Série A, 30 M\\$](#)
 - [Gensyn](#), *Web3* (start-up proposant un protocole basé sur la blockchain mettant en relation les acheteurs et vendeurs de puissance de calcul), [Série A, 43 M\\$](#)
 - [GetHarley](#), *MedTech* (plate-forme mettant en relation les utilisateurs avec des experts en dermatologie afin de leur apporter des conseils personnalisés), [Série B, 42 M£](#)
 - [Synthesia](#), *AI* (entreprise proposant un outil d'IA générative permettant de générer des vidéos personnalisées à partir d'un texte simple), [Série C, 71,4 M\\$](#)
 - [Builder.ai](#), *AI* (start-up proposant une plate-forme de développement d'applications alimentée par l'IA), [Série D, 250 M\\$](#)
- 